

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/ACC/SPEC/NPL/4/Rev.2

6 mai 2003

(03-2427)

Groupe de travail de
l'accession du Népal

Original: anglais

ACCESSION DU ROYAUME DU NÉPAL

Offre d'engagements spécifiques concernant les services

Révision

Le gouvernement du Royaume du Népal a fait parvenir au Secrétariat l'offre révisée d'engagements spécifiques concernant les services et la liste d'exemptions des obligations NPF énoncées à l'article II ci-après, en demandant qu'elles soient distribuées aux membres du Groupe de travail.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières, 2) Consommation à l'étranger, 3) Présence commerciale, 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
I. ENGAGEMENTS HORIZONTAUX			
Tous les secteurs inclus dans la présente liste	<p>1) et 2) L'attribution de devises pour le paiement de fournisseurs de services étrangers est soumise à l'approbation de la Banque centrale.</p> <p>3) Néant.</p> <p>4) Non consolidé, sauf pour l'admission et le séjour temporaires de personnes physiques d'un autre Membre relevant de la catégorie suivante sur la base d'un examen des besoins économiques:</p> <p><u>Vendeurs de services</u></p> <p>Personnes non établies sur le territoire népalais et ne recevant aucune rémunération de sources sises au Népal, dont les activités consistent à représenter un fournisseur afin de négocier la prestation de ses services, lorsque:</p> <p>a) lesdits services ne sont pas fournis directement au grand public; et</p> <p>b) le vendeur de services ne les fournit pas directement.</p>	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant, mais:</p> <ul style="list-style-type: none"> - un investisseur étranger qui réinvestit des gains est tenu d'obtenir l'autorisation du Département de l'industrie; - tous les investissements étrangers, sauf pour le secteur des services financiers, sont soumis à l'approbation du Département de l'industrie; et - seuls les ressortissants népalais peuvent bénéficier de mesures d'incitation et de subventions. <p>4) Non consolidé, sauf pour les mesures concernant les catégories de personnes physiques mentionnées dans la colonne de l'accès aux marchés.</p> <p>Le droit de vendre ou d'acquérir des biens immobiliers est reconnu à chaque citoyen népalais par la Constitution. Le Code civil interdit la vente, la donation ou la cession de tout bien immobilier à un étranger, ou la constitution d'une hypothèque au bénéfice d'un étranger.</p>	<p>Sauf lorsqu'une évaluation de l'impact sur l'environnement est requise, les décisions du Département sont normalement communiquées dans les 30 jours suivant la date de la demande.</p> <p>L'approbation d'un investissement n'est normalement pas refusée, sauf si les normes environnementales ne sont pas respectées.</p> <p>Les investisseurs étrangers effectuant des investissements en devises sont autorisés à rapatrier les montants suivants en dehors du Népal:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le produit de la vente, totale ou partielle, de leur participation au capital; b) les bénéfices ou dividendes résultant d'une prise de participation; c) les montants perçus au titre du paiement du principal et des intérêts servis sur des prêts étrangers; d) le montant perçu en vertu d'un accord de transfert de technologie approuvé par le Département de l'industrie ou le Département des petites entreprises et de l'industrie artisanale.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières, 2) Consommation à l'étranger, 3) Présence commerciale, 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>Le séjour des personnes relevant de ces deux catégories est limité à 90 jours.</p> <p><u>Personnes chargées d'établir une présence commerciale</u></p> <p>Personnes employées par une entreprise sans présence commerciale au Népal et qui séjournent temporairement au Népal afin d'y établir une présence commerciale pour cette entreprise.</p> <p>Le personnel chargé de l'établissement d'une présence commerciale devra apporter la preuve du commencement d'une activité commerciale dans l'année suivant la date de son admission au Népal.</p> <p><u>Personnes transférées à l'intérieur d'une société</u></p> <p>Personnel d'encadrement, dirigeants et spécialistes, au sens des définitions ci-après, employés par des entreprises fournissant des services au Népal par l'intermédiaire d'une succursale, d'une filiale ou d'une société affiliée établie au Népal, qui ont été préalablement employés par cette entreprise en dehors du Népal pour une période d'au moins un an précédant immédiatement la date de leur demande d'admission et qui appartiennent à une des catégories suivantes:</p>		

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières, 2) Consommation à l'étranger, 3) Présence commerciale, 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>a) <u>dirigeants et personnel d'encadrement</u>: personnes qui, au sein d'une organisation, ont essentiellement pour tâche de diriger celle-ci, ou un de ses départements ou services, de superviser ou de contrôler le travail d'autres personnes employées à des tâches de supervision, d'encadrement ou de gestion, qui sont habilitées à engager ou à licencier d'autres personnes, ou à recommander l'engagement ou le licenciement d'autres personnes ou à prendre d'autres décisions (par exemple pour ce qui concerne les promotions ou les autorisations de congés) et ont un pouvoir discrétionnaire sur les activités courantes;</p> <p>b) <u>spécialistes</u>: personnes qui, au sein d'une organisation, ont de très grandes compétences techniques et des connaissances très poussées, entretenues par une pratique suivie, des services, des activités de recherche ou des techniques de gestion de l'organisation (les spécialistes peuvent, notamment, comprendre des membres de professions libérales, mais ils ne s'y limitent pas).</p> <p>L'admission des catégories de personnes transférées à l'intérieur d'une société, décrites ci-dessus, est limitée à une période initiale de trois ans, qui peut être prorogée de sept ans au maximum, à concurrence de dix ans au total.</p>		

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières, 2) Consommation à l'étranger, 3) Présence commerciale, 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
II. ENGAGEMENTS SECTORIELS			
1. SERVICES FOURNIS AUX ENTREPRISES			
A. Services professionnels			
a) Services juridiques i) droit du pays d'origine et/ou droit d'un pays tiers (conseil et représentation) ii) droit international (conseil et représentation)	1) Néant 2) Néant 3) Néant, mais seulement par la constitution d'une société au Népal, la participation étrangère au capital étant limitée à 49 pour cent 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" Tous les professionnels étrangers travaillant au Népal doivent être membres des organisations professionnelles népalaises pertinentes. Il est possible d'exercer dans les tribunaux népalais avec l'autorisation de la Cour suprême.	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	Le Népal prend l'engagement additionnel d'adopter les disciplines de l'OMC relatives aux services comptables dans les cinq années suivant la date de son accession.
b) Services comptables, d'audit et de tenue de livres - <u>services comptables et d'audit</u>	1) Néant 2) Néant 3) Néant, mais seulement par la constitution d'une société au Népal, la participation étrangère au capital étant limitée à 49 pour cent 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" Tous les professionnels étrangers travaillant au Népal doivent être membres des organisations professionnelles népalaises pertinentes.	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
i) services d'audit financier (CPC 86211) ii) services d'expertise comptable (CPC 86212) iii) services d'établissement d'états financiers	1) Néant 2) Néant 3) Néant, mais seulement par la constitution d'une société au Népal, la participation étrangère au capital étant limitée à 49 pour cent 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" Tous les professionnels étrangers travaillant au Népal doivent être membres des organisations professionnelles népalaises pertinentes.	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
d) Services d'architecture (CPC 8671)	1) Néant 2) Néant	1) Néant 2) Néant	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières, 2) Consommation à l'étranger, 3) Présence commerciale, 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>3) Néant, mais seulement par la constitution d'une société au Népal, la participation étrangère au capital étant limitée à 66 pour cent</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>Tous les professionnels étrangers travaillant au Népal doivent être membres des organisations professionnelles népalaises pertinentes.</p>	<p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	
f) Services intégrés d'ingénierie (CPC 8673)	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant, mais seulement par la constitution d'une société au Népal, la participation étrangère au capital étant limitée à 66 pour cent</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>Tous les professionnels étrangers travaillant au Népal doivent être membres des organisations professionnelles népalaises pertinentes.</p>	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	
g) Services d'aménagement urbain et d'architecture paysagère (CPC 8674)	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant, mais seulement par la constitution d'une société au Népal, la participation étrangère au capital étant limitée à 66 pour cent</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>Tous les professionnels étrangers travaillant au Népal doivent être membres des organisations professionnelles népalaises pertinentes.</p>	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières, 2) Consommation à l'étranger, 3) Présence commerciale, 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
i) Services vétérinaires (CPC 932)	1) Néant 2) Néant 3) Néant, mais seulement par la constitution d'une société au Népal, la participation étrangère au capital étant limitée à 51 pour cent. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" Tous les professionnels étrangers travaillant au Népal doivent être membres des organisations professionnelles népalaises pertinentes.	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
B. Services informatiques et services connexes			
a) Services de consultation en matière d'installation des matériels informatiques (CPC 841) b) Services de réalisation de logiciels (CPC 842) c) Services de traitement de données (CPC 843) d) Services de base de données (CPC 844)	1) Néant 2) Néant 3) Néant, mais seulement par la constitution d'une société au Népal, la participation étrangère au capital étant limitée à 80 pour cent 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" Tous les professionnels étrangers travaillant au Népal doivent être membres des organisations professionnelles népalaises pertinentes.	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières, 2) Consommation à l'étranger, 3) Présence commerciale, 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
e) Services d'entretien et de réparation de machines et de matériel de bureau, y compris les ordinateurs f) Autres services informatiques <ul style="list-style-type: none"> - Services de préparation des données (CPC 8491) - Autres services informatiques (CPC 8499) 			
C. Services de recherche-développement			
a) Services de R-D en sciences naturelles <ul style="list-style-type: none"> - Chaleur, lumière, électromagnétisme, astronomie, mais à l'exclusion de l'énergie atomique et des questions connexes (CPC 85101) - Génie civil et technologie, y compris les sciences appliquées et les techniques de la fonderie, de la métallurgie, des machines, de l'électricité, des communications, de la construction navale, de l'aéronautique, du génie civil, de la construction, de l'information, etc. (CPC 85103) 	1) Néant 2) Néant 3) Néant, mais seulement par la constitution d'une société au Népal, la participation étrangère au capital étant limitée à 51 pour cent. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières, 2) Consommation à l'étranger, 3) Présence commerciale, 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
F. Autres services fournis aux entreprises			
b) Services d'études de marché et de sondages (CPC 864)	1) Néant 2) Néant 3) Néant, mais seulement par la constitution d'une société au Népal, la participation étrangère au capital étant limitée à 49 pour cent 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
c) Services de conseil en gestion (CPC 865)	1) Néant 2) Néant 3) Néant, mais seulement par la constitution d'une société au Népal, la participation étrangère au capital étant limitée à 49 pour cent 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
e) Services d'essais et d'analyses techniques (CPC 8676)	1) Néant 2) Néant 3) Néant, mais seulement par la constitution d'une société au Népal, la participation étrangère au capital étant limitée à 51 pour cent 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières, 2) Consommation à l'étranger, 3) Présence commerciale, 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
h) Services annexes aux industries extractives (CPC 883+5115)	1) Néant 2) Néant 3) Néant, mais seulement par la constitution d'une société au Népal, la participation étrangère au capital étant limitée à 51 pour cent 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
m) Services connexes de consultations scientifiques et techniques (CPC 8675)	1) Néant 2) Néant 3) Néant, mais seulement par la constitution d'une société au Népal, la participation étrangère au capital étant limitée à 51 pour cent 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
q) Services d'emballage (CPC 876)	1) Néant 2) Néant 3) Néant, mais seulement par la constitution d'une société au Népal, la participation étrangère au capital étant limitée à 51 pour cent 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
r) Publication et impression (CPC 88442)	1) Néant 2) Néant 3) Néant, mais seulement par la constitution d'une société au Népal, la participation étrangère au capital étant limitée à 51 pour cent 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières, 2) Consommation à l'étranger, 3) Présence commerciale, 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
s) Services de congrès (CPC 87909)	1) Néant 2) Néant 3) Néant, mais seulement par la constitution d'une société au Népal, la participation étrangère au capital étant limitée à 51 pour cent 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
2. SERVICES DE COMMUNICATION			
C. Services de télécommunication			
- Télécommunications de base			
a) Service de téléphone local b) Service de téléphone national c) Services de téléphone internationaux d) Service de télex e) Services de télégraphe national et international	1) Néant 2) Néant 3) Néant, mais: La licence d'exploitation d'un service de télécommunication est délivrée par le Conseil népalais des télécommunications (NTA). Outre la Société népalaise des télécommunications (NTC), un autre fournisseur de services pourra obtenir une licence d'exploitation en 2003 au plus tard aux conditions suivantes: La participation étrangère est autorisée par le biais d'une coentreprise, avec participation au capital maximale de 80 pour cent. La licence est délivrée pour une période initiale de dix ans. Elle est renouvelable pour des périodes additionnelles de cinq ans, jusqu'à un maximum de 25 ans, y compris la période initiale.	1) Néant 2) Néant 3) Néant, mais la majorité des membres du conseil d'administration d'une coentreprise doivent être des népalais.	Le Népal prend les engagements additionnels figurant dans le document de référence sur les télécommunications joint à la présente liste d'engagements spécifiques.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières, 2) Consommation à l'étranger, 3) Présence commerciale, 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>Le détenteur de la licence pourra fournir des services de télécommunication à sa propre clientèle au moyen de son propre réseau d'ici à la fin 2003.</p> <p>Le détenteur de la licence sera habilité à louer des lignes à d'autres fournisseurs de services et utilisateurs d'ici à la fin 2003.</p> <p>Les conditions d'interconnexion entre la Société népalaise des télécommunications et le détenteur de la licence doivent être négociées. Si aucun accord n'est conclu, l'affaire est soumise à l'arbitrage du Conseil népalais des télécommunications, dont la décision a force obligatoire pour les deux parties.</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>Tous les professionnels étrangers travaillant au Népal doivent être membres des organisations professionnelles népalaises pertinentes.</p>	<p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières, 2) Consommation à l'étranger, 3) Présence commerciale, 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
Service de téléphonie mobile	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant, mais:</p> <ul style="list-style-type: none"> - La licence d'exploitation est délivrée par le Conseil népalais des télécommunications (NTA). - La participation étrangère est autorisée dans le cadre d'une coentreprise, avec participation au capital de 80 pour cent maximum. <p>La licence est délivrée pour une période initiale de dix ans. Elle est renouvelable pour des périodes additionnelles de cinq ans, jusqu'à un maximum de 25 ans, y compris la période initiale.</p> <p>Les opérateurs de téléphonie mobile ne seront pas autorisés à accéder aux services internationaux.</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>Tous les professionnels étrangers travaillant au Népal doivent être membres des organisations professionnelles népalaises pertinentes.</p>	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>Le Népal prend les engagements additionnels figurant dans le document de référence sur les télécommunications, joint à la présente liste d'engagements spécifiques.</p> <p>D'ici à 2004, deux opérateurs de téléphonie mobile se verront accorder une licence pour exploiter le Système mobile global (GSM). Un opérateur sera sélectionné par une procédure d'appel d'offres. L'autre opérateur sera la Société népalaise des télécommunications, qui exploitera son système mobile dans les mêmes conditions que le deuxième opérateur.</p>

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières, 2) Consommation à l'étranger, 3) Présence commerciale, 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
Télécommunications à valeur ajoutée			
a) Internet, y compris le courrier électronique b) Courrier électronique c) Services d'audiomessagerie téléphonique d) Vidéotexte e) Télécopie f) Microstations terriennes (VSAT) g) Audioconférence h) Téléphone public i) Cartes téléphoniques à prépaiement j) Communication de données locale k) Radiorecherche l) Jonctions mobiles	1) Néant 2) Néant 3) Néant, sauf que: - La licence d'exploitation est délivrée par le Conseil népalais des télécommunications (NTA). - La participation étrangère est autorisée par l'intermédiaire d'une coentreprise, avec participation au capital maximale de 80 pour cent. - La licence est délivrée pour une période initiale de cinq ans. Elle est renouvelable pour des périodes additionnelles de cinq ans, jusqu'à un maximum de 20 ans. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" Tous les professionnels étrangers travaillant au Népal doivent être membres des organisations professionnelles népalaises pertinentes.	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	Le Népal prend les engagements additionnels figurant dans le document joint de référence sur les télécommunications à la présente liste d'engagements spécifiques. Après 2004, les opérateurs de microstations terriennes (VSAT) seront autorisés par l'autorité chargée de la réglementation, à fournir, selon le choix du prestataire, des services de données ou de téléphonie vocale, mais non les deux.
3. SERVICES DE CONSTRUCTION ET SERVICES D'INGÉNIERIE CONNEXES			
b) Travaux généraux de construction d'ouvrages de génie civil (CPC 513)	1) Néant 2) Néant 3) Néant, mais seulement par la constitution d'une société au Népal, la participation étrangère au capital étant limitée à 49 pour cent 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières, 2) Consommation à l'étranger, 3) Présence commerciale, 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
e) Autres (CPC 8929)	1) Néant 2) Néant 3) Néant, mais seulement par la constitution d'une société au Népal, la participation étrangère au capital étant limitée à 49 pour cent 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
4. SERVICES DE DISTRIBUTION			
a) Services de courtage (CPC 621)	1) Néant 2) Néant 3) Néant, mais seulement par la constitution d'une société au Népal, la participation étrangère au capital étant limitée à 49 pour cent 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
d) Services de franchisage (CPC 8929)	1) Néant 2) Néant 3) Néant, mais seulement par la constitution d'une société au Népal, la participation étrangère au capital étant limitée à 49 pour cent 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières, 2) Consommation à l'étranger, 3) Présence commerciale, 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
5. SERVICES D'ÉDUCATION			
c) Services d'enseignement supérieur (CPC 923)	1) Néant	1) Néant	
d) Services d'enseignement pour adultes (CPC 924)	2) Néant	2) Néant	
e) Autres services d'enseignement (CPC 929)	3) Néant, mais seulement par la constitution d'une société au Népal, la participation étrangère au capital étant limitée à 49 pour cent	3) Néant	
	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
Tous les professionnels étrangers travaillant au Népal doivent être membres des organisations professionnelles népalaises pertinentes			
6. SERVICES CONCERNANT L'ENVIRONNEMENT			
a) Services de voirie (CPC 9401)	1) Néant	1) Néant	
b) Services d'enlèvement des ordures (CPC 9402)	2) Néant	2) Néant	
c) Services d'assainissement et services analogues (CPC 9403)	3) Néant, mais seulement par la constitution d'une société au Népal, la participation étrangère au capital étant limitée à 49 pour cent	3) Néant	
	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
7. SERVICES FINANCIERS			
Les engagements concernant les services financiers sont souscrits en conformité avec l'Accord général sur le commerce des services et l'Annexe sur les services financiers. Tous les engagements sont subordonnés aux prescriptions en matière d'admission, aux lois, règles et règlements nationaux et aux règles établies par la Banque Rastra du Népal (banque centrale), par la Commission de l'assurance et par toute autre autorité népalaise compétente, selon le cas, qui sont compatibles avec l'article VI de l'AGCS et le paragraphe 2 de l'Annexe sur les services financiers.			
Les engagements concernant les services financiers s'appliquent aux ressortissants et établissements financiers des Membres dont les lois et les politiques n'interdisent pas des d'engagements similaires envers les ressortissants et établissements financiers népalais.			

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières, 2) Consommation à l'étranger, 3) Présence commerciale, 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>Les services financiers définis plus bas dans la liste peuvent être fournis au Népal par le biais d'une société constituée dans le pays. Seule une banque commerciale ou une banque spécialisée titulaires d'une licence ou une société financière enregistrée peuvent accepter des dépôts. Seule une banque commerciale titulaire d'une licence peut accepter des dépôts qui sont remboursables sur demande. En ce qui concerne les banques et autres établissements financiers étrangers, l'approbation, l'enregistrement et l'octroi de licences sont assujettis à un examen des besoins économiques, applicable aux banques commerciales et autres établissements financiers nationaux. Seuls les établissements financiers notés au moins "B" par une agence de notation comme Moody's ou Standard & Poor's peuvent avoir une présence commerciale au Népal. La participation étrangère au capital de tout établissement fournissant des services financiers est limitée à 51 pour cent du capital émis. Elle est néanmoins consolidée pour les fournisseurs étrangers existants de services financiers en ce qui concerne le champ de leurs activités et la structure de leur capital. Les parts détenues par les nationaux et les établissements financiers étrangers dans leurs sociétés constituées au Népal ne sont pas transférables sans l'approbation écrite préalable de la Banque Rastra du Népal (banque centrale) ou de toute autorité compétente selon le cas. Les bureaux de représentation ne peuvent pas mener d'activités commerciales. La majorité des membres du conseil d'administration des sociétés doivent être de nationalité népalaise.</p>			
A. Services d'assurance et services connexes			
I. Assurance directe			
a) Assurance vie	1) Néant 2) Néant 3) Néant, sauf: - Comme indiqué dans les conditions générales - Tout nouvel établissement est subordonné à l'octroi d'une licence approuvée par la Commission de l'assurance et/ou par le gouvernement de Sa Majesté du Népal. 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant, sauf comme spécifié dans les conditions générales et sous "Engagements horizontaux" 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
b) Assurance autre que sur la vie	1) Néant 2) Néant 3) Néant, sauf: - Comme indiqué dans les conditions générales	1) Néant 2) Néant 3) Néant, sauf comme spécifié dans les conditions générales et sous "Engagements horizontaux"	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières, 2) Consommation à l'étranger, 3) Présence commerciale, 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<ul style="list-style-type: none"> - Tout nouvel établissement est subordonné à l'octroi d'une licence approuvée par la Commission de l'assurance et/ou par le gouvernement de Sa Majesté du Népal; si nécessaire, examen des besoins économiques. <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	
II. Réassurance et rétrocession	<p>1) Les contrats de réassurance peuvent être souscrits auprès de réassureurs étrangers pour ce qui concerne le risque résiduel non couvert une fois souscrites les assurances obligatoires ou légales auprès d'une compagnie d'assurance nationale.</p> <p>2) Les contrats de réassurance peuvent être souscrits auprès de réassureurs étrangers à la condition mentionnée ci-dessus.</p> <p>3) Non consolidé</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Non consolidé</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	
B. Services bancaires et autres services financiers			
<p>a) Acceptation de dépôts et d'autres fonds remboursables du public</p> <p>b) Prêts de tout type, y compris crédit à la consommation, crédit hypothécaire, affacturage et financement de transactions commerciales</p> <p>c) Crédit-bail</p> <p>d) Tous services de règlement et de transferts de fonds</p> <p>e) Garanties et engagements</p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Néant, sauf comme indiqué dans les conditions générales</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme spécifié sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant, sauf comme spécifié dans les conditions générales et sous "Engagements horizontaux"</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme spécifié sous "Engagements horizontaux"</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières, 2) Consommation à l'étranger, 3) Présence commerciale, 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>f) Opérations pour compte propre ou pour compte de clients, que ce soit dans une bourse, sur un marché hors cote ou autre, sur:</p> <ul style="list-style-type: none"> - instruments du marché monétaire (chèques, effets, certificats de dépôt, etc.) - devises - instruments de taux de change et de taux d'intérêt, autres que les swaps - valeurs mobilières négociables - autres instruments et actifs financiers négociables, y compris métal <p>g) Participation à des émissions de tout type de valeurs mobilières, y compris garantie et placement en qualité d'agent (dans le public ou à titre privé) et prestation de services relatifs à ces émissions</p> <p>h) Courtage monétaire</p> <p>i) Gestion d'actifs, par exemple gestion de trésorerie ou de portefeuille, toutes formes de gestion d'investissement collectif, gestion de fonds de pension, services de garde, services de dépositaire et services fiduciaires</p>			

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières, 2) Consommation à l'étranger, 3) Présence commerciale, 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
k) Fourniture et transfert d'informations financières, et traitement de données financières et logiciels y relatifs, par les fournisseurs d'autres services financiers l) Services de conseil relatifs à toutes les activités énumérées ci-dessus			
8. SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX			
A. Services hospitaliers (CPC 9311)	1) Néant 2) Néant 3) Néant, mais seulement pour la constitution d'une société au Népal, la participation étrangère au capital étant limitée à 51 pour cent 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" Les experts médicaux peuvent travailler pendant un an maximum avec la permission du Collège des médecins du Népal	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières, 2) Consommation à l'étranger, 3) Présence commerciale, 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
9. SERVICES RELATIFS AU TOURISME ET AUX VOYAGES			
a) Tourisme et restauration Services d'hébergement en hôtel (CPC 6411) (hôtel avec étoiles seulement)	1) Néant 2) Néant, mais pour les touristes étrangers en voyage, le montant de devises convertibles est limité à 700 dollars EU par an	1) Néant 2) Néant	
b) Services d'agences de voyage et d'organismes touristiques (CPC 7471)	3) Néant, mais seulement par la constitution d'une société au Népal, la participation étrangère au capital étant limitée à 49 pour cent 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
11. SERVICES DE TRANSPORT			
C. Services de transport aérien			
d) Maintenance et réparation d'aéronefs (CPC 8868)	1) Néant 2) Néant 3) Néant, mais seulement par la constitution d'une société au Népal, la participation étrangère au capital étant limitée à 49 pour cent 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
Systèmes informatisés de réservation (tels que définis dans l'annexe sur les services de transport aérien)	1) Néant 2) Néant 3) Néant, mais seulement par la constitution d'une société au Népal, la participation étrangère au capital étant limitée à 49 pour cent 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières, 2) Consommation à l'étranger, 3) Présence commerciale, 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
Services auxiliaires de tous les modes de fourniture (seulement services d'entreposage)	1) Néant 2) Néant 3) Néant, mais seulement par la constitution d'une société au Népal, la participation étrangère au capital étant limitée à 49 pour cent 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
g) Transport par conduites (CPC 7131, 7139)	1) Néant 2) Néant 3) Néant, mais seulement par la constitution d'une société au Népal, la participation étrangère au capital étant limitée à 49 pour cent 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

Liste d'exemptions des obligations NPF énoncées à l'article II

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
Tous secteurs	Attribution de devises non convertibles par des banques commerciales sans intervention de la banque centrale	Inde	Indéterminée	Faciliter le trafic frontalier et l'intégration régionale en permettant la convertibilité intégrale de la roupie népalaise en roupie indienne dans les transactions courantes
Tourisme	Attribution de montants plus élevés de devises convertibles pour les voyages	24 pays de l'OCDE	Indéterminée	Tenir compte des coûts plus élevés de la nourriture et du logement dans les pays en question
Assurances	Approbation des demandes d'établissement subordonnée à un traitement réciproque	Tous pays	Indéterminée	Favoriser le traitement équitable des assureurs népalais qui cherchent à s'établir à l'étranger

DOCUMENT DE RÉFÉRENCE SUR LES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Objet

Le présent document contient des définitions et des principes concernant le cadre réglementaire pour les services de télécommunication de base.

Définitions

Le terme utilisateurs désigne les consommateurs et les fournisseurs de services.

L'expression installations essentielles désigne les installations d'un réseau ou service public de transport des télécommunications

- qui sont fournies exclusivement ou essentiellement par un seul fournisseur ou un nombre limité de fournisseurs; et
- qu'il n'est pas possible de remplacer d'un point de vue économique ou technique pour fournir un service.

Un fournisseur principal est un fournisseur qui a la capacité d'influer de manière importante sur les modalités de la participation (en ce qui concerne le prix et l'offre) sur un marché donné de services de télécommunication de base par suite:

- a) du contrôle qu'il exerce sur des installations essentielles; ou
- b) de l'utilisation de sa position sur le marché.

1. Sauvegardes en matière de concurrence

1.1 Prévention des pratiques anticoncurrentielles dans les télécommunications

Des mesures appropriées seront appliquées en vue d'empêcher des fournisseurs qui, seuls ou ensemble, sont un fournisseur principal, d'adopter ou de maintenir des pratiques anticoncurrentielles.

1.2 Sauvegardes

Les pratiques anticoncurrentielles mentionnées ci-dessus consistent en particulier:

- à pratiquer un subventionnement croisé anticoncurrentiel;
- à utiliser des renseignements obtenus auprès de concurrents d'une manière qui donne des résultats anticoncurrentiels; et
- à ne pas mettre à la disposition des autres fournisseurs de services en temps opportun les renseignements techniques sur les installations essentielles et les renseignements commercialement pertinents qui leur sont nécessaires pour fournir des services.

2. Interconnexion

2.1 La présente section traite des liaisons avec les fournisseurs de réseaux ou services publics de transport des télécommunications permettant aux utilisateurs relevant d'un fournisseur de

communiquer avec les utilisateurs relevant d'un autre fournisseur et d'avoir accès à des services fournis par un autre fournisseur, dans les cas où des engagements spécifiques sont souscrits.

2.2 Interconnexion à assurer

L'interconnexion avec un fournisseur principal sera assurée à tout point du réseau où cela sera techniquement possible. Cette interconnexion est assurée:

- suivant des modalités, à des conditions (y compris les normes et spécifications techniques) et à des tarifs non discriminatoires et sa qualité est non moins favorable que celle qui est prévue pour les services similaires dudit fournisseur ou pour les services similaires des fournisseurs de services non affiliés ou pour des filiales ou autres sociétés affiliées;
- en temps opportun, suivant des modalités, à des conditions (y compris les normes et spécifications techniques) et moyennant des taxes fondées sur les coûts qui soient transparentes, raisonnables, compte tenu de la faisabilité économique, et suffisamment détaillées pour que le fournisseur n'ait pas à payer pour des éléments ou installations du réseau dont il n'a pas besoin pour le service à fournir; et
- sur demande, à des points en plus des points de terminaison du réseau accessibles à la majorité des utilisateurs, moyennant des tarifs qui reflètent le coût de la construction des installations additionnelles nécessaires.

2.3 Accès du public aux procédures concernant les négociations en matière d'interconnexion

Le public aura accès aux procédures applicables pour une interconnexion avec un fournisseur principal.

2.4 Transparence des arrangements en matière d'interconnexion

Il est fait en sorte qu'un fournisseur principal mette à la disposition du public soit ses accords d'interconnexion soit une offre d'interconnexion de référence.

2.5 Interconnexion: règlement des différends

Un fournisseur de services demandant l'interconnexion avec un fournisseur principal aura recours, soit:

- à tout moment;
- après un délai raisonnable qui aura été rendu public;
- à un organe interne indépendant, qui peut être l'organe réglementaire mentionné au paragraphe 5 ci-après pour régler les différends concernant les modalités, conditions et taxes d'interconnexion pertinentes dans un délai raisonnable, dans la mesure où celles-ci n'ont pas été établies au préalable.

3. Service universel

Tout Membre a le droit de définir le type d'obligation en matière de service universel qu'il souhaite maintenir. Ces obligations ne seront pas considérées comme étant anticoncurrentielles en soi, à condition qu'elles soient administrées de manière transparente, non discriminatoire et neutre du

point de vue de la concurrence et qu'elles ne soient pas plus rigoureuses qu'il n'est nécessaire pour le type de service universel défini par le Membre.

4. Accès du public aux critères en matière de licences

Lorsqu'une licence sera nécessaire, le public aura accès aux informations suivantes:

- tous les critères en matière de licences et le délai normalement requis pour qu'une décision soit prise au sujet d'une demande de licence; et
- les modalités et conditions des licences individuelles.

Les raisons du refus d'une licence seront communiquées au requérant, sur demande.

5. Indépendance des organes réglementaires

L'organe réglementaire est distinct de tout fournisseur de services de télécommunication de base et ne relève pas d'un tel fournisseur. Les décisions des organes réglementaires et les procédures qu'ils utilisent seront impartiales à l'égard de tous les participants sur le marché.

6. Répartition et utilisation des ressources limitées

Toutes les procédures concernant l'attribution et l'utilisation des ressources limitées, y compris les fréquences, les numéros et les servitudes, seront mises en œuvre de manière objective, opportune, transparente et non discriminatoire. Les renseignements sur la situation courante des bandes de fréquences attribuées seront mis à la disposition du public, mais il n'est pas obligatoire d'indiquer de manière détaillée les fréquences attribuées pour des utilisations spécifiques relevant de l'État.
